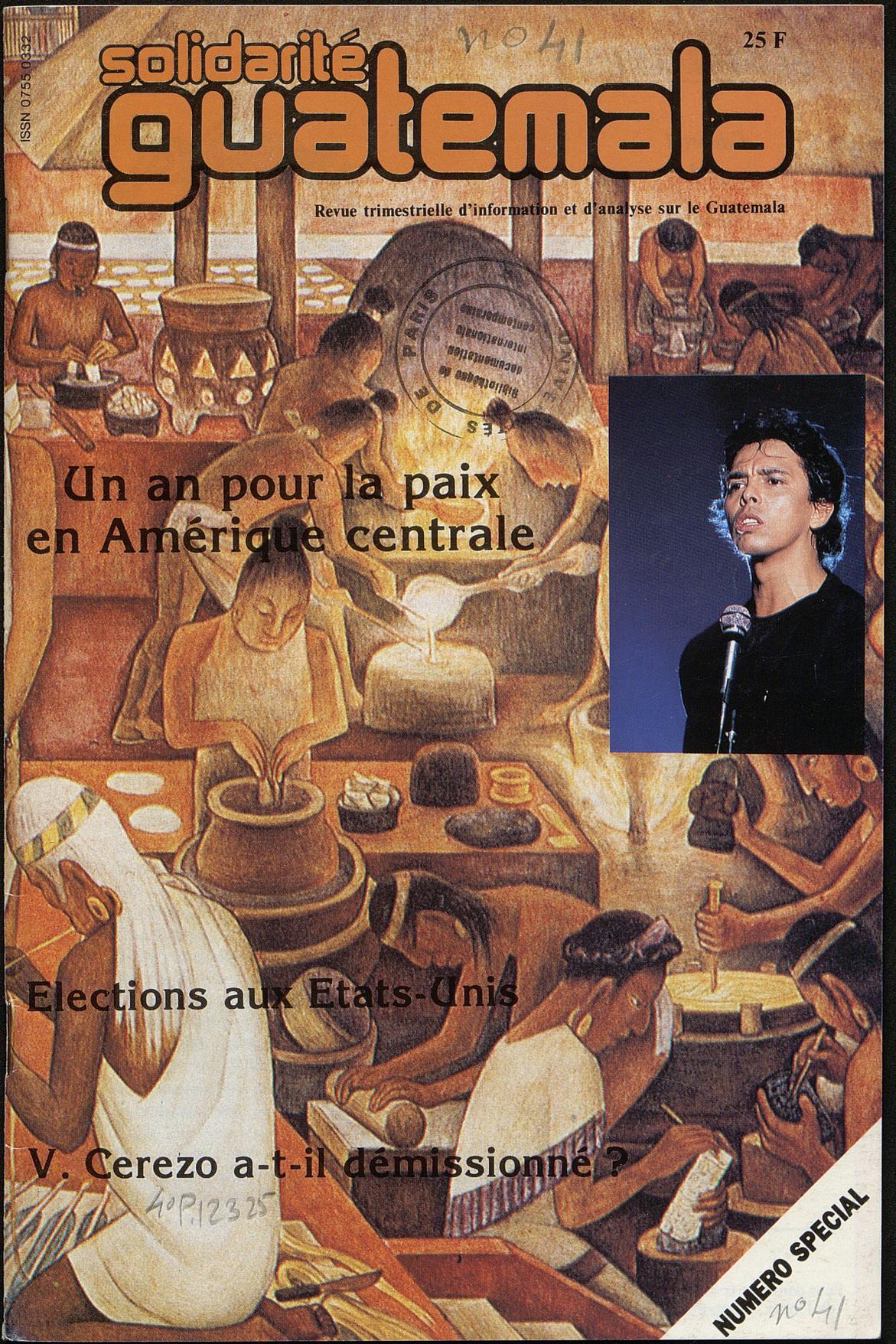


ISSN 0755 0332

solidarité guatemala

25 F

Revue trimestrielle d'information et d'analyse sur le Guatemala



Un an pour la paix
en Amérique centrale



Elections aux Etats-Unis

V. Cerezo a-t-il démissionné ?

no 12325

NUMERO SPECIAL
no 41

SOMMAIRE

Editorial

p. 3

Identités

p. 4

*Un an pour la paix
en Amérique centrale
Des résultats probants*

p. 5

V. Cerezo

a-t-il démissionné ?

*Les conséquences
du coup de force du 11 mai*

p. 11

Jairo

*Messageur
des droits de l'homme*

p. 16 à 24

*Une machination diabolique
Julio Cortazar*

p. 25

*Droits de l'homme
dans les campagnes
L'armée face
aux populations indiennes*

p. 26

*Bush et Dukakis
A la recherche
d'une solution politique
en Amérique centrale*

p. 28



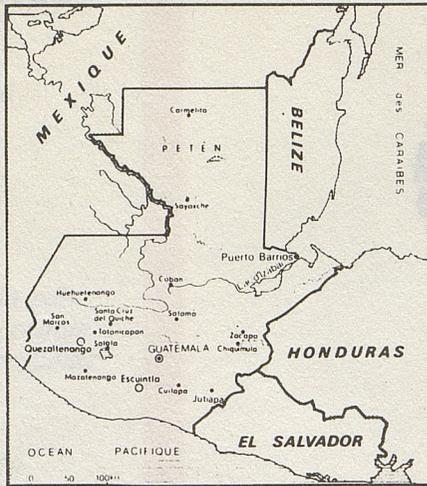
Ce numéro pourrait s'intituler rencontre. Nous préférons parler de convergence ; convergence entre un chanteur argentin en France, témoin d'une réalité sensible, l'Amérique latine, et un comité de solidarité pour qui la lutte du peuple guatémaltèque pour la reconnaissance de ses droits les plus fondamentaux doit trouver des voix qui portent jusqu'ici, en France. Jairo compte parmi celles-ci. Jairo dans « Solidarité Guatemala », certains y verront pourtant une sorte de provocation : la revue serait devenue soluble dans le « show-biz », dans le « star-system ». Que ceux-là se rassurent, l'interprétation inverse existe tout autant : Jairo complice d'un Collectif Guatemala en mal de notoriété. Deux visions que nous renvoyons dos à dos pour cause de manichéisme. Elles ont en commun de faire l'impasse sur la nécessité d'une information régulière et critique sur le Guatemala et l'Amérique centrale qui ne se limite pas à un cercle d'initiés.

Le coup de force militaire du 11 mai marque le retour de l'extrême droite soutenue par l'oligarchie terrienne. Il ouvre une période politique instable où pouvoir de fait et pouvoir de droit se trouvent officiellement dissociés ; où les escadrons de la mort font régner une insécurité permanente pour qui ne s'aligne pas sur leurs thèses. Les plus hauts responsables de l'Etat et de la société civile guatémaltèques ont été visés : Prospero Peñados del Barrio, archevêque du Guatemala, Ariel Rivera Irias, vice-ministre des Relations extérieures, le père Giron, promoteur d'une distribution des terres. Les rares tortionnaires arrêtés ont été remis en liberté.

Ce nouveau rapport de forces interne suspend l'action du président Vinicio Cerezo à deux facteurs d'évolution externes. Le devoir de paix signé à Esquipulas, il y a un an, qui lui donne encore une certaine marge de manœuvre ; mais sa crédibilité internationale souffre beaucoup de son incapacité à respecter les engagements pris. En second lieu, les élections américaines qui, quelque soit le candidat élu, introduiraient une certaine réorientation de la politique des Etats-Unis dans la région.

Le coup de force du 11 mai, les suites d'Esquipulas et la nouvelle présidence nord-américaine, voilà trois éléments majeurs du devenir de l'Amérique centrale qui ouvrent une nouvelle période.

Nous y avons consacré ce numéro spécial. Jairo y a contribué à sa façon, en chanson.



Guatemala vient de « Quauhtemallan » qui signifie « Terre des arbres » en Nahuatl. La langue officielle est le castillan ; il existe également 22 langues indiennes.

Superficie : 108 899 km².

Population : 7,5 millions d'habitants.

- ◇ 61 % dans les zones rurales.
- ◇ 39 % dans les zones urbaines.
- ◇ 60 % sont Indiens.

Santé : L'espérance de vie est de 59 ans à la ville et 41 ans à la campagne.

- ◇ Seulement 40 % des jeunes Guatémaltèques atteignent l'âge adulte.
- ◇ La mortalité infantile est de 87‰.
- ◇ 700 000 personnes souffrent de malnutrition.
- ◇ 1 médecin pour 4 000 habitants.

Analphabétisme :

- ◇ 63 % d'analphabètes pour la population totale.
- ◇ 91 % pour les populations indiennes.

Economie :

- ◇ Essentiellement agro-exporta-

trice : café, coton, banane, sucre, viande.

- ◇ Production de subsistance : maïs et haricots noirs.
- ◇ Industrie peu développée : principalement de transformation, textile et produits alimentaires.
- ◇ Principal client : les Etats-Unis.
- ◇ 75 % des entreprises dépendent du capital étranger.
- ◇ Un tiers de la population active est au chômage.
- ◇ Distribution des terres : 2,1 % des propriétaires possèdent 72 % des terres, dont 5 % seulement cultivés ; 91,4 % en possèdent 21,9 %.

Répression :

- ◇ 83 000 morts depuis le coup d'Etat de 1954, dont 14 000 durant les 18 mois de gouvernement de Rios Montt.
- ◇ Environ 100 000 réfugiés au Mexique.
- ◇ Un million de réfugiés internes.
- ◇ Environ 40 000 détenus-disparus.
- ◇ 900 000 enrôlés de force dans les Patrouilles d'autodéfense civile.
- ◇ Un nombre inconnu de personnes embrigadés dans les Pôles de développement.

UN AN POUR LA PAIX EN AMÉRIQUE CENTRALE

Des résultats probants

Dresser le bilan d'un an d'application des accords de paix ne passe pas par une comptabilité méticuleuse de ce qui a été respecté et des étapes restant à franchir. Il s'agit plutôt d'apprécier la volonté politique des différents acteurs de se situer dans une perspective de paix.

ESQUIPULAS

Suite à l'accord de désarmement intervenu entre les deux Grands fin 1987, les conflits dits régionaux semblent également pouvoir être traités par la voie de la négociation. De surprise en surprise, le monde découvre qu'un terrain d'entente existerait quant à la méthode de règlement des conflits armés.

Les exemples sont nombreux : décision de désengagement soviétique en Afghanistan, cessez-le-feu Iran-Irak, négociations entre le Maroc et le Front Polisario, avancées dans le règlement des conflits angolais et namibien, et même rapprochement sino-soviétique perceptible à propos du Cambodge. Plus près de nous, le récent accord FLNKS-RPCR sur la Nouvelle-Calédonie.

Sur le front Est-Ouest, une nouvelle période de détente se serait ainsi ouverte.

QUESTION DE MÉTHODE

La signature des accords de paix d'Esquipulas en août 1987 traduirait l'application de cette méthode de règlement des conflits armés en Amérique centrale. Elle consiste à s'appuyer sur le plus petit dénominateur commun pour créer une dynamique de négociation permettant d'obtenir les concessions indispensables de la part des deux parties pour un cessez-le-feu ; incertain, fragile et compliqué mais apparemment efficace.

Cependant, pour qu'elle puisse aboutir, un certain nombre de conditions doivent être réunies : le conflit oppose deux adversaires clairement identifiés ; les parties en conflit participent aux négociations ; et une volonté politique de négocier existe, c'est-à-dire que le conflit n'apporte plus d'avantage décisif par rapport au statu quo. Un médiateur accepté par les deux parties peut alors tenter de dynamiser les négociations.

L'Est et l'Ouest, nous répond-on ; les Etats-Unis directement et l'Union soviétique par Cuba interposé. Or, ni l'un ni l'autre n'ont paraphé les accords. En fait, pour satisfaire simultanément les deux premières conditions, la seule lecture adéquate serait d'opposer le Nicaragua aux quatre autres pays signataires, une lecture faite par certains, comme les gouvernements hondurien et salvadorien, pour mettre le Nicaragua au banc des accusés. Mais ils se sont heurtés à la volonté des sandinistes d'aboutir à un cessez-le-feu ainsi qu'à leur propre immobilisme. Conforme à l'intérêt des Etats-Unis en lutte contre le régime sandiniste, cette position diplomatique s'avérait surtout en complète contradiction avec la signature des accords eux-mêmes. Esquipulas n'était-il pas avant tout la manifestation d'une unité régionale de l'isthme centro-américain réalisée en marge, mieux en opposition avec les Etats-Unis ?

La méthode Esquipulas II pouvait dès lors uniquement s'appliquer dans chaque pays et ainsi satisfaire les deux premières conditions. Ce qui s'avère impossible dans deux cas sur trois — le Guatemala et El Salvador — car leurs présidents n'y retrouvaient pas la même marge de manœuvre.

De cette approche externe et distante, il ressort donc un nœud de

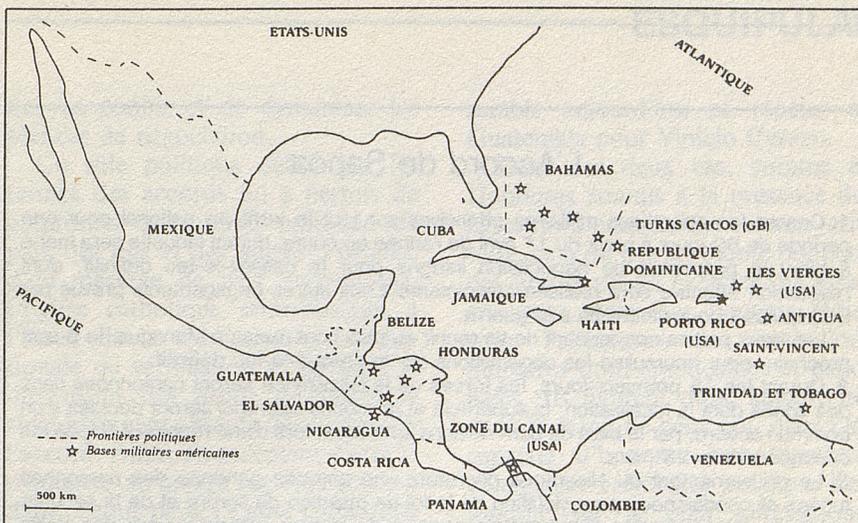
contradictions qui a amené chacun des acteurs en conflit à modifier son positionnement stratégique. Certains ont gagné en crédibilité tandis que d'autres se sont considérablement discrédités selon une ligne de partage qui passe par la démonstration positive ou négative de leur volonté politique de négocier, et par conséquent de faire les efforts nécessaires pour construire la paix en Amérique centrale.

R. REAGAN PERD ET PASSE

Esquipulas II est en premier lieu un acte d'indépendance centro-américaine vis-à-vis des Etats-Unis qui ont tout fait avant comme après pour torpiller ces accords. Washington a tenté une manœuvre de dernière minute pour saboter la réunion, multipliant les pressions sur les deux maillons faibles, le Honduras et El Salvador, accroissant ses livraisons d'armes (chasseurs F5 au Honduras, fusils M16 au Guatemala), et tentant à plusieurs reprises de reconduire l'aide à la contra pour finalement bloquer les négociations entre le gouvernement sandiniste et la contra par l'imposition d'un ancien garde somoziste, le colonel Bermudez.

Cependant, l'action de Washington a été limitée par deux événements majeurs intervenus entre-temps : le premier, l'Irangate, où preuve a été faite du soutien à la contra sans l'accord du Congrès ; le second, dans le conflit qui l'oppose depuis le début de l'année avec le général Noriega, au Panama.

Aujourd'hui, la proximité de l'élection présidentielle et surtout le récent (août 1988) échec cuisant de la tournée de G. Schultz en Amérique centrale et latine laissent penser que l'administration de R. Reagan



est le grand perdant des accords signés à Esquipulas les 7 et 8 août 1987. Logiquement, la contra qu'elle soutenait massivement subit de plein fouet cette défaite et se trouve actuellement dans un état fort critique tant sur le plan militaire que politique (voir encadré « L'accord de Sapo »).

UN SOUTIEN INTERNATIONAL ENCOURAGEANT

Dès le départ, la signature des accords de paix a reçu un soutien international remarqué, en particulier de l'Europe, de l'Amérique latine et de l'ONU. D'une part, l'accord prévoyait la formation d'une Commission internationale de vérification et de suivi composée de leurs représentants. Elle établit son rapport au mois de janvier 1988 ; rapport qui d'après les informations recueillies s'avérait fort critique vis-à-vis du Guatemala, du Honduras et d'El Salvador. Elle fut remerciée sur le champ. D'autre part, Stockholm attribuait le prix Nobel de la paix à Oscar Arias, le promoteur du plan adopté à Esquipulas. Enfin, en coopération avec l'ONU ou sur un mode bilatéral, la perspective de paix a

permis la naissance d'une dynamique de coopération économique entre la CEE et l'Amérique centrale.

L'Europe donc, mais aussi et peut-être surtout un soutien latino-américain quasi unanime (aux deux dictatures près) qui a récemment été couronné lors de l'investiture du nouveau président équatorien à Quito. Le premier acte du nouveau président fut de recevoir le président nicaraguayen, Daniel Ortega, et de renouer des relations diplomatiques interrompues par le président sortant ; tout un symbole.

L'accord de paix reste donc un succès international indéniable.

LA MÉDIATION DE L'EGLISE

Dernier acteur et non des moindres : l'Eglise catholique, qui joue actuellement un rôle stratégique dans toute tentative de règlement des conflits en Amérique centrale. Immédiatement, elle accorda son soutien et sa participation sur le plan de la méthode en acceptant d'intégrer les commissions nationales de réconciliation. De par cette position, tant au Nicaragua qu'au Guatemala et à El Salvador, elle devenait la médiatrice chargée de réunir les par-

L'Accord de Sapoa

1. Cesser les opérations militaires offensives sur tout le territoire national pour une période de 60 jours à partir du 1^{er} avril de l'année en cours, durant laquelle sera mené à bien un processus de négociation intégral pour le cessez-le-feu définitif, dont l'exécution effective sera réalisée conjointement aux autres engagements prévus par Esquipulas II pour mettre fin à la guerre.

Les deux parties conviennent de se réunir au plus haut niveau à Managua, le 6 avril prochain, pour poursuivre les négociations sur le cessez-le-feu définitif.

2. Durant les 15 premiers jours, les forces de la Résistance seront cantonnées dans des zones dont la localisation, la superficie et le *modus operandi* seront décidés d'un commun accord, par le biais de commissions spéciales, lors d'une réunion à Sapoa qui commencera le 28 mars.

3. Le gouvernement du Nicaragua décrètera une amnistie générale des personnes jugées et condamnées pour violation de la loi de maintien de l'ordre et de la sécurité publique, ainsi que des membres de l'armée du régime antérieur pour des délits commis avant le 19 juillet 1979.

Pour les premiers, l'amnistie sera graduelle. Prenant en compte les sentiments religieux du peuple nicaraguayen, à l'occasion de la Semaine sainte, le dimanche des Rameaux, on commencera à libérer les cent premiers prisonniers. Ultérieurement, au moment où l'on aura vérifié l'entrée des forces de la Résistance dans les zones décidées d'un commun accord, 50 % des prisonniers seront libérés. Les 50 % restants seront mis en liberté à une date ultérieure à la signature du cessez-le-feu définitif qui sera décidée lors de la réunion du 6 avril à Managua.

En ce qui concerne les seconds, leur mise en liberté débutera à partir de la signature du cessez-le-feu définitif, avec l'avis préalable de la Commission internationale des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains. Le secrétaire général de l'OEA sera le garant de l'accomplissement de cette amnistie.

4. Afin de garantir l'approvisionnement de base des forces irrégulières, l'on gèrera et l'on acceptera uniquement une aide humanitaire, conformément au point 5 des accords d'Esquipulas, aide qui sera canalisée par des organisations neutres.

5. Le gouvernement du Nicaragua garantira la liberté d'expression sans restrictions, comme prévu par les accords d'Esquipulas II.

6. Une fois que les forces de la Résistance seront concentrées dans les zones décidées d'un commun accord, elle participera au dialogue national avec autant de délégués qu'elle a d'organisations politiques en son sein, dans la limite de huit. Le dialogue national abordera, entre autres, le thème du service militaire.

7. Le retour au Nicaragua et l'intégration aux processus politiques, économiques et sociaux seront garantis à tous ceux qui, pour des motifs politiques ou autres, sont sortis du pays, sans aucune autre condition que celle prévues par les lois de la République. Ils ne seront ni jugés, ni sanctionnés, ni poursuivis pour les activités politico-militaires qu'ils auraient pu avoir.

8. Le gouvernement du Nicaragua confirme que les personnes qui se seront réintégrées à la vie pacifiquement pourront participer, à égalité de conditions et de garanties, à l'élection du Parlement centro-américain, aux élections municipales aux dates qui seront établies, ainsi qu'aux élections nationales générales, aux dates prévues par la Constitution politique.

9. Pour vérifier l'exécution de cet accord, une commission de vérification sera formée, constituée du président de la Conférence épiscopale, son Eminence le cardinal Obando y Bravo, et par le secrétaire général de l'OEA, son Excellence l'ambassadeur Joao Baena Soares.

L'assistance technique et les services nécessaires à cette commission qui permettront et régleront l'accomplissement, le suivi et la vérification de cet accord seront confiés au secrétaire général de l'OEA.

Provisoirement : les deux parties conviennent de prolonger jusqu'au 1^{er} avril de l'année en cours l'arrêt des opérations militaires offensives qu'elles ont décidé le 21 mars dernier.

le 23 mars 1988

ties en conflit et de dynamiser les séances de négociation.

Ce rôle politique défini par les termes des accords lui a permis de confronter la volonté politique de paix des uns et des autres. Porteuse d'un message de paix authentique, l'Eglise catholique réintroduisait à l'instar de la Commission internationale de vérification et de suivi la dimension des droits de l'homme singulièrement absente des termes de l'accord. Ainsi, en acceptant d'être le médiateur au niveau régional comme dans chaque pays, l'Eglise catholique centro-américaine assumait un rôle politique unificateur et mobilisateur.

SEUL SUCCÈS, SAPOA

Le refus de tout dialogue ajouté à l'assassinat au Salvador du président de la Commission des droits de l'homme, Herbert Araya, et du coup de force militaire du 11 mai 1988 au Guatemala ont rendu désespérément vains jusqu'à ce jour les efforts de l'Eglise catholique centro-américaine pour promouvoir le dialogue dans ces deux pays.

Par contraste, l'accord de cessez-le-feu de Sapoa entre la contra et le gouvernement nicaraguayen indique clairement l'option choisie par les sandinistes, la paix comme aboutissement d'un processus de négociation entamé dès la signature des accords. Au Guatemala, l'URNG, et ce, malgré des propositions de dialogue sans préalable et très ouvertes, ne put obtenir qu'un échange de vues avec des représentants du gouvernement guatémaltèque à Madrid en octobre 1987. Enfin, Napoleon Duarte, pour qui l'accord représentait une bouffée d'air tant sa position paraissait déjà menacée sur le plan intérieur, n'a jamais disposé d'un quelconque pouvoir de négociation avec le FMLN-FDR. Situation qui

semble aujourd'hui se répéter au Guatemala pour Vinicio Cerezo.

Dans ces deux cas, comme au Honduras soumis à la présence des bases nord-américaines sur son territoire, ce n'est pas la volonté politique des présidents en exercice qui serait en cause mais leur pouvoir réduit voire l'allégeance aux institutions militaires nord-américaines et nationales. Ils figurent donc aujourd'hui dans le camp de ceux qui, dans l'incapacité d'honorer leur signature, voient leur crédibilité politique s'effondrer sur le plan international comme à l'intérieur de leur pays respectif.

Cet échec de la Démocratie chrétienne en Amérique centrale devrait au moins à terme remettre en cause son alliance stratégique avec les Etats-Unis dans la région. Les luttes internes au sein des démocraties chrétiennes guatémaltèque et salvadorienne sont les premiers signes de cette évolution.

DIALOGUES NATIONAUX

Mais les accords d'Esquipulas posaient également la paix comme préalable à la démocratie et au développement. La poursuite de ces trois objectifs indissociables de la problématique centro-américaine passait par la mise en œuvre de dialogues nationaux. La méthode s'appliquerait donc aussi au sein de chaque pays pour les conflits civils et sociaux. Et, dès le début, cette perspective a reçu l'adhésion des principales forces sociales et politiques de tous les pays d'Amérique centrale. Au point que l'on peut affirmer aujourd'hui qu'au travers la demande de dialogues nationaux en Amérique centrale, les syndicats, les partis politiques, les associations de droits de l'homme, les réfugiés, relayés par l'Eglise catholique, revendiquent la mise en place d'une démocratie dite

de participation et non pas seulement de délégation.

Ainsi, au Salvador, l'Eglise catholique proposait le dialogue national au gouvernement en tant que porte-parole de cent-deux forces sociales représentatives, parmi lesquelles les associations professionnelles, les syndicats, les organisations humanitaires, les partis politiques et l'Université du Salvador. Au Guatemala, la formation de l'Unité d'action syndicale et populaire (UASI) en janvier 1988 permit aux revendications des secteurs populaires d'être portées et négociées avec le pouvoir comme le montre l'accord signé le 8 mars avec le gouvernement. Cependant, le refus des deux gouvernements de s'engager dans toute action concrète les disqualifie aux yeux des populations.

Les « nouveaux » mouvements sociaux nés de cette détente régionale se sont donc engouffrés dans les espaces politiques ouverts par Esquipulas II. Certains se sont reconstruits après leur élimination par les forces de répression ou leur départ en exil, alors que d'autres font entendre leur voix sur les problèmes structurels que connaissent ces sociétés. Les exemples sont nombreux mais trois d'entre eux nous paraissent significatifs de l'effet Esquipulas.

◇ Le retour au Salvador des principaux dirigeants du FDR, Guillermo Ungo, du Mouvement national révolutionnaire (MNR), et de Ruben Zamora, du Mouvement populaire social-chrétien (MPSC) qui avec le Parti social-démocrate ont formé Convergence démocratique. Ce retour se réalise dans la perspective de l'élection présidentielle programmée pour 1989.

◇ L'introduction dans la Constitution nicaraguayenne du Statut d'autonomie de la côte Atlantique qui, avec Esquipulas, est à l'origine du retour de plusieurs milliers d'in-

diens miskitos, sumos et ramas en 1988. Les trois principales organisations indiennes regroupées au sein de Yatama (« Combattants pour l'autonomie ») participent aux groupes de défense nationale.

◇ Le retour de Rigoberta Menchu, dirigeante du CUC au Guatemala durant quelques jours, malgré les immenses risques encourus.

QUELLE RELANCE ?

Un an après la signature des accords, plusieurs voix se sont élevées en faveur d'une relance d'Esquipulas. Le Nicaragua, par la voix du vice-chancelier V. H. Tirroco, le candidat social-démocrate à la présidence du Venezuela, Carlos Andrez Perez, l'évêque de San-Salvador ont exprimé cette nécessité.

Car les nuages s'accumulent. La victoire électorale de l'extrême droite au Salvador, la réussite du coup de force, également d'extrême droite, au Guatemala représentent des facteurs de blocage puissants à la relance du processus de paix. Et la violence de leur réaction par la réactivation des escadrons de la mort au Guatemala, leur poursuite effrénée de la solution militaire montrent en négatif le chemin parcouru depuis un an.

En effet, si certains continuent de voir Esquipulas ou plutôt la paix en Amérique centrale comme un espoir insensé, il n'en reste pas moins que le terrain d'affrontement s'est sensiblement déplacé du terrain strictement militaire vers un contenu plus politique ; que cette nouvelle donne confère à l'Europe, l'Amérique latine et à l'Eglise catholique un rôle croissant.

Ainsi, Esquipulas a permis à cette convergence de s'exprimer et de peser en Amérique centrale. Ce nouveau dialogue est devenu une valeur sûre en Amérique centrale.

V. CERREZO

A-T-IL DÉMISSIONNÉ ?

Les conséquences du coup de force du 11 mai

ACTUALITE

L'hebdomadaire « La Epoca » essuie, le 10 juin dernier, un attentat qui détruit totalement son matériel et ses locaux. Seize semaines après la première parution de ce média pluraliste, ses responsables retournent en exil. Ainsi se déroule la démocratisation au Guatemala : une voix nouvelle s'exprime ; Esquipulas II ; un gouvernement qui ne respecte pas ses promesses ; l'Église prône une réforme agraire ; un faux coup d'Etat ; des ministres corrompus ; des généraux « communistes » ; des « inconnus armés »... et une nouvelle voix se tait.

C'est à l'occasion d'un forum organisé par le Conseil des entrepreneurs le 12 août 1987, « Vingt-sept Ans de lutte pour la liberté », que par la bouche du ministre de la Défense, le général Gramajo, l'armée confirmait publiquement ses projets. Après une succession de campagnes visant à réduire les insurgés à néant, il s'agit ensuite — reprenant en l'inversant le célèbre mot de Clausewitz — que la politique soit la poursuite de la guerre par d'autres moyens.

Le Guatemala rejoignait donc le reste des pouvoirs latino-américains qui, excepté le Chili du général Pinochet et le Paraguay du général Stroessner, optent pour la démocratisation.

Les procédures électorales marquant cette transition partielle du

militaire au politique concerneront l'Amérique centrale à partir de 1984 ; le Guatemala, après l'élaboration d'une nouvelle Constitution, aura pour la troisième fois de son histoire un président civil. Bien qu'entaché de quelques points obscurs, ce processus politico-juridique est loin de rappeler les flagrantes fraudes du passé ; et le candidat de la Démocratie chrétienne, Vinicio Cerrezo, en novembre 1985, recueillera 68,3 % des voix. Le fort taux d'abstention et de votes nuls ne remettra pas en question, de l'avis général, le soutien évident dont jouit ce candidat civil après trente ans de vie politique militarisée.

Cet indéniable succès n'en constituait pas moins une victoire à la

Pyrrhus, le parti démocrate-chrétien se voyait alors dans l'obligation de prendre des accords préparés par une institution militaire au fait de son pouvoir. Cela s'est traduit par l'élaboration progressive d'une division du travail entre l'armée et le gouvernement civil.

On relève ainsi la rupture entre la capitale, présente internationale, siège du gouvernement, et les campagnes où les militaires conservent leurs prérogatives répressives ; le contraste entre un Congrès inopérant, noyé dans les affaires politico-politiciennes, et la mise en place par l'armée de milices paramilitaires embrigadées sous la menace, de Coordinations interinstitutionnelles permettant au commandement local un droit de veto sur les choix économiques et sociaux de sa région et, enfin, des pôles de développement où s'affirme la déstructuration scientifique des communautés indiennes.

Le décret d'auto-amnistie, que le régime civil n'a jamais remis en cause, a permis aux responsables de la répression à grande échelle de 1978 à 1983 de rationaliser la militarisation des campagnes. Il y a accord entre l'état-major militaire et la direction démocrate-chrétienne : ne pas revenir sur le passé.

Les déclarations allusives du nouveau chef de l'Etat — différenciant présidence et pouvoir — comme les interprétations abusives — 30 % du pouvoir à Cerezo, les 70 % restant pour l'armée — ne devaient pas faire oublier que l'institution militaire, de ses propres dires, appliquait « une stratégie qui ne change pas d'objectifs pour développer de nouvelles tactiques extrêmement flexibles », afin de faire reposer la stabilité nationale sur l'équilibre entre « les champs du pou-

Mensuel sur le Nicaragua

Une information solidaire et critique



"Nicaragua

aujourd'hui"

La seule revue française où l'actualité nicaraguayenne est traitée de façon solidaire et critique tous les mois : reportages, dossiers, interviews...

Abonnements

Etudiants et chômeurs 60 F.
Abonnement normal 150 F.
Abonnement de soutien 200 F. minimum

Diffusion populaire

14, rue de Nanteuil 75015 Paris
Tel. : 45 37 06 23

Chèques à l'ordre du Comité de solidarité avec le Nicaragua 14, rue de Nanteuil 75015 Paris

voir national : l'économique, le politique, le psycho-social et le militaire ».

SIGNATURE D'ESQUIPULAS

Si un des mérites de ce processus aura permis, par l'ouverture de quelques espaces politiques, de clarifier le rôle et le poids de chacun des acteurs, les accords de paix d'Esquipulas II traceront sans équivoque les lignes de partage ainsi que les limites de cette démocratisation. Au plan international tout d'abord, avec un Vinicio Cerezo qui, promoteur de cette signature entre les présidents centro-américains, n'en demeure pas moins peu actif dans leur application au Guatemala même. Ensuite sur le plan intérieur, avec deux réponses absolument opposées : celle de la « ligne dure » de certains courants de l'armée en collusion avec l'oligarchie agro-exportatrice (UNAGRO) qui refuse le dialogue ; et celle de l'Eglise catholique, des secteurs sociaux — politiques et syndicaux — qui voient dans Esquipulas la possibilité de sortir enfin de la guerre et d'évoluer vers une démocratie à laquelle pourraient participer les citoyens.

Le dialogue avec l'opposition politico-militaire (Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque) mettra rapidement en relief l'absence de volonté du gouvernement, qui se refuse à empiéter sur la chasse gardée des militaires, le conflit armé interne. Au mieux, il s'agit, comme le prouvent les conversations d'octobre 1987 à Madrid entre gouvernement et guérilla, de tenter de neutraliser l'URNG en répondant à chacune de ses propositions par un non-lieu : déposez les armes. Dans le même temps, le président de la République lui-même confirme son incapacité à assurer la sécurité des biens et des personnes aujourd'hui au Guate-

mala. On assiste en fait à un véritable dialogue de sourds. Alors que l'URNG, reprenant en cela l'esprit d'Esquipulas, rappelait le 17 juin sa volonté de « créer les bases et d'établir des accords qui garantissent le développement du processus démocratique et l'intégration, en son sein, du mouvement révolutionnaire », l'armée intensifie ses campagnes sur le terrain. Suite à la « tentative » de coup d'Etat du 11 mai (nous y reviendrons), le gouvernement cède à la « ligne dure » de l'armée qui exige que cesse définitivement tout contact avec les insurgés.

Incompétent de par ses faiblesses face aux pouvoirs traditionnels guatémaltèques, le gouvernement démocrate-chrétien est également seul. Fortement réprouvé par une Eglise qui, après avoir prêté ses bons offices d'intermédiaire pour un dialogue national, prône dans un texte épiscopal (« Clamor por la Tierra ») une nécessaire réforme agraire, V. Cerezo, par ses promesses de remises de terres, mécontente les grands propriétaires (UNAGRO) comme les paysans.

Dans la même période, le gouvernement perd définitivement l'appui d'un patronat qui refuse fin 1987 les réformes fiscales, malgré les appels à la raison du général Gramajo : « L'initiative privée devrait modifier son comportement concernant la population, les salaires ; l'injustice sociale est un champ de culture pour le communisme. » De leur côté, les syndicats, dans un effort unitaire considérable (Unité d'action sociale populaire), obtiennent des concessions du gouvernement en mars 1988, après d'importantes mobilisations. Malgré les risques encourus du fait de la réapparition des escadrons de la mort (Armée anticommuniste — ESA —, Mano Blanco), l'UASP continue de réclamer l'application de ces accords, le 1^{er} Mai, à travers leurs

principaux thèmes (c'est-à-dire une augmentation de cinquantes quetzales* mensuels pour les salariés du secteur privé et la remise de terres aux paysans). Elle refuse par des manifestations, le 4 juillet, l'augmentation du prix des produits de base.

L'UASP convoque à un arrêt de travail quotidien d'une heure à partir du 8 août. V. Cerezo annonce, quatre jours après, des mesures sans conséquence telles la baisse du prix de l'essence et une légère augmentation des salaires du secteur privé (vingt-quatre quetzales/mois). L'unité syndicale rencontre toutefois de graves difficultés face à un pouvoir qui, à ses yeux, pretextait auparavant la crise économique pour ne pas réaliser de réformes à court terme et, aujourd'hui, après le coup de force du 11 mai, explique que l'instabilité politique ne lui permet pas de répondre positivement aux demandes. De plus, la tentative de coup d'Etat pèse fortement sur le champ syndical et revendicatif.

LE « COUP DE FORCE »

Rappelons brièvement les faits. Le 11 mai, des mouvements de troupes inhabituels sont signalés dans deux départements. Se dirigeant, semble-t-il, sur la capitale, les factieux, après intervention de l'état-major, regagnent leurs casernes. Leurs revendications concernent essentiellement la rupture de toute relation avec Cuba et le Nicaragua, l'arrêt de tout contact avec l'URNG, que cesse le laissez-aller vis-à-vis des syndicats et autres organisations, la destitution des ministres de la Défense, le général Gramajo, et de l'Intérieur, Rodil Peralta. La spontanéité du mouvement et sa rapide capitulation suggèrent davantage un coup de force destiné à intimider qu'une réelle ten-

tative de coup d'Etat. Ces événements sont peu significatifs par eux-mêmes mais revêtent toute leur importance par la personnalité de leurs promoteurs et la réaction de leurs interlocuteurs directs, remis en cause par cette action d'éclat : le gouvernement démocrate-chrétien et l'état-major, soutenus par des déclarations appuyées de la représentation des Etats-Unis au Guatemala.

Couronnant plus de six mois de campagne déstabilisatrice contre le gouvernement, son ministre de la Défense, et la Démocratie chrétienne, ce coup de force résulte d'une convergence entre les Officiers de la montagne, groupe clandestin dans l'armée, les escadrons de la mort Mano Blanco et ESA, le Mouvement de libération nationale (MLN, principale formation d'extrême droite) et l'UNAGRO. Cet amalgame à première vue hétéroclite rassemble des militaires et des civils qui ont pour point commun de considérer que le projet de la Démocratie chrétienne (« Guatemala 2000 ») vise à démanteler l'armée, avec la complicité du « général communiste » Gramajo, afin de « socialiser le Guatemala ».

Autre point commun, un verbiage anticommuniste excessif : par exemple, selon un mémorandum daté du 15 mai et intitulé « Stratégies et tactiques de la DCG pour instaurer un régime de "socialisme en démocratie" », Ariel Rivera Irias, vice-ministre des Relations extérieures, « travaille directement pour le compte du gouvernement socialiste de F. Mitterrand, plus précisément de Régis Debray, conseiller du président français pour l'Amérique latine »... Cela s'accompagne d'une violence sans bornes : par exemple, le dépôt, le 16 juin, à cinquante mètres de la demeure de Rodil Peralta, ministre de l'Intérieur, d'un cadavre décapité et d'une tête qui ne lui correspond pas...

Il s'agissait donc pour ces putschistes de faire pression afin que soit modifiée la politique du gouvernement et de l'état-major militaire. Et ils y sont parvenus. En dépit des propos rassurants du général Gramajo rappelant qu'un coup d'Etat impliquerait un recul dans l'application des « nouvelles tactiques » et provoquerait un isolement international préjudiciable, en dépit des déclarations chargées de menaces de James Mitchel pour qui un coup d'Etat signifierait la suspension de toute aide économique des Etats-Unis, le régime cédera aux exigences d'un lobby auquel tout dialogue — esquissé par la visite de la RUOG ou les accords avec l'UASP — est insupportable.

La totalité des militaires et des civils impliqués sont amnistiés le 22 juin par le Congrès. Tout contact est rompu avec l'opposition politico-militaire et le gouvernement acquiert vingt-cinq mille fusils M16A2 ainsi que deux hélicoptères américains Sikorski Stallia. Le ministre de l'Intérieur, Rodil Peralta, quitte ses fonctions le 15 juillet et se voit remplacé par Roberto Valle Valdizan. Celui-ci

s'attachera à mettre un terme à la modernisation de la police qui pourrait mettre en péril les prérogatives de l'armée à travers la création du SIPROCI, organisme où travailleront conjointement corps de police et militaires. Fermant définitivement le dossier des « camionnettes blanches » utilisées par des membres de la Guardia de Hacendia pour procéder à des enlèvements — après que le juge chargé de l'affaire ait été kidnappé par des inconnus durant cinquante-deux heures —, le nouveau ministre de l'Intérieur décidera qu'« *il n'y a jamais rien eu sur le fond* ».

Ces revirements du gouvernement démocrate-chrétien, dont les mains sont liées par les multiples dénonciations de corruption de la « ligne dure », s'accompagnent d'une remise en question de la liberté des médias par les avertissements officiels et les attentats paramilitaires. Le silence retomberait-il sur le Guatemala? Peut-être. Il est certain pour l'heure que les minces espaces de liberté et d'expression durement acquis ces derniers mois s'en vont rétrécissant.

* 1 quetzal = 2 francs français.

Informer pour mieux agir

Depuis maintenant deux années, le Collectif Guatemala a établi un nouveau lien entre vous et le Guatemala, entre l'association et ses adhérents. *La lettre à l'adhérent* a pour fonctions :

- d'assurer un suivi de l'actualité guatémaltèque qui permette de mieux comprendre l'évolution politique et sociale à travers ses thèmes les plus préoccupants ;
- de donner à chacun les moyens d'agir selon ses possibilités, suivant les initiatives que prennent les Guatémaltèques eux-mêmes ;
- de faire connaître les campagnes de solidarité engagées en France et en Europe, se rapportant aux événements du Guatemala.

Cette lettre paraît chaque mois et, en tant qu'outil conjoncturel, permet d'étendre le champ de la solidarité. Elle s'adresse à tous ceux qui se sentent directement ou indirectement concernés par la dure réalité que vivent les citoyens guatémaltèques.

* L'adhésion est de 100 francs pour une année.

JAIRO : MESSAGER

DES DROITS DE L'HOMME

De son vrai nom Mario Ruben Gonzalez Pierotti, né à Cruz del Eji, dans la province argentine de Cordoba, d'une mère italienne et d'un père criollo (métis andalou indien), Jairo est issu d'un milieu modeste.

Diplômé de l'Ecole panaméricaine de l'art, il devient un grand dessinateur, d'où son goût prononcé à illustrer dans ses albums chacune de ses chansons par un dessin inspiré. Découvert par le chanteur Luis Aguile, il devient célèbre en Argentine sous le nom de Marito Gonzalez. Quand il traverse l'Océan pour enregistrer en Espagne, il devient Jairo, et c'est sous ce nom que la France le découvre sur la scène de l'Olympia avec Susana Rinaldi en juin 1977.

En Amérique latine, on lui reconnaît l'âme d'un poète. N'a-t-il pas été l'interprète privilégié de José Luis Borgès dont il a enregistré douze poèmes mis en scène par les plus grands compositeurs argentins dont Astor Piazzola, Eduardo Falu. Jairo a mis en musique lui-même le poème de Paul Eluard « Liberté » qui demeure dans son répertoire en français à travers le monde.

Du nom biblique de Jairus, on retrouve le nom de Jairo dans la langue araméenne qui signifie « fidèle ». Fidèle aux valeurs de la démocratie, du progressisme et de l'humanisme, il s'engage fermement à multiples reprises : lors des élections présidentielles en Argentine en faveur du candidat Raul Alfonsin, en chantant devant plus de 1 200 000 dans le cœur de Buenos Aires à l'occasion de son discours de clôture.

Avec sa rentrée en 1988 au Bataclan, le 16 octobre (dans une mise de scène de Jean Guidoni), pour lancer son dernier album « Nicaragua » (accompagné d'un clip étonnant) dédié à la Ligue des droits de l'homme et à son président Yves Jouffa, nous sommes en présence d'un Jairo métamorphosé qui, à ses dires, est devenu le Jairo authentique, entier, en pleine effervescence et possession de ses moyens créatifs, dont le rêve est d'organiser un jour en France un grand festival en faveur des droits et de la dignité des humains en Amérique latine.

Son dernier album exprime parfaitement sa volonté de mêler ingénieusement ses racines latino-américaines et sa culture francophone pour tendre vers un idéal humaniste universel. Aussi, lors de sa conférence de presse, dira-t-il : « Pour ceux d'entre vous qui connaissent mon attachement à mon pays et au continent latino-américain, qu'ils sachent que, si je rentre aujourd'hui du Costa Rica où je viens de présider un téléthon au profit d'une campagne d'alphabétisation des enfants, pour la présentation de mon nouvel album "Nicaragua" avec, à mes côtés, Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, c'est que j'ai le privilège d'exprimer mes sentiments d'homme libre, de pouvoir "dire des choses" à travers le monde..., qu'ils sachent que, dans cet album "Nicaragua", tous les titres en français, en espagnol, ou en langue indienne toba, reflètent ma pensée et ma conviction le plus entière en un meilleur devenir pour toute l'Amérique et notre planète. »

Jairo a eu la gentillesse de recevoir longuement la revue « Solidarité Guatemala ».



Solidarité Guatemala – Comment en êtes-vous venu, avec votre album « Nicaragua », à faire des chansons socio-culturelles, voire même engagées, après avoir été longtemps une vedette de variétés ?

Jairo – Je ne fais que rejoindre plus ou moins ce que je faisais à mon arrivée en France. Mon premier album, en 1977, s'appelait « Liberté ». Sur le fameux poème de Paul Eluard, j'avais composé une musique alors que je vivais encore en Espagne. Ne parlant pas un mot de français, je l'avais appris phonétiquement. D'abord, c'était une envie personnelle, il y avait la dictature en Argentine...

Ensuite, est intervenu, en France, cet immense malentendu. Une des choses les plus importantes dans la vie est d'être conscient de ce que l'on fait. A un moment donné, en plein succès, il s'agissait de se remettre en question. Parce que je perdais confiance en moi-même, que j'avais notion de gaspiller mes propres idées. Je devenais étranger à moi-même : on ne peut pas aimer Borgès et, en même temps, maltraiter « la » langue... Même si ce n'est pas la langue maternelle. Donc, il y a quatre ans environ, nous avons tenté d'aborder ce « retour aux sources », ce qui a provoqué, entre autres, la rupture avec la maison de disques de l'époque.

Mais depuis, nous avons créé notre propre société de production, ce qui nous permet de jouir d'une liberté que nous n'avions pas auparavant, aussi bien pour le choix du répertoire que pour la direction de ma carrière.

Si j'ai enregistré cette chanson, *Nicaragua*, c'est d'abord par rapport aux problèmes de l'Amérique. Cette chanson existait déjà. L'an passé, j'ai rencontré à Buenos Aires le chanteur compositeur cubain Silvio Rodriguez qui m'invita à un concert qu'il donnait. Douze mille personnes étaient là et, soudain, il m'a annoncé et fait monter sur scène. Le public applaudissait à tout rompre et Silvio Rodriguez me demanda alors si je ne connaissais pas une chanson que nous pourrions interpréter ensemble. Je lui répondais *Nicaragua* bien que ne la connaissant pas entièrement. Ce fut un impact terrible pour moi, dont le mobile était extrêmement important.

◆ *Ce fut involontaire, en fait...*

Au départ, oui. Parce que nous pensions écrire notre propre chanson. Il y a une chanson, que je chante toujours, qui est devenue une sorte d'hymne bis pour

ANCIENS MAITRES DES FLECHES INDIEN TOBA

Indien toba

Ombre errante de la sombre forêt
Pauvre Toba décimé
Ancien maître des flèches

Indien toba tu te trouvais déjà là
Dans les richesses minérales de la terre
A Quitlipi Avie Terai, Capazu, Charadai,
Guay Curu Tape Napa, Pirane, Samuhu
Guacara, Guacara, Pinaesta

Indien toba ne pleure pas sur ces temps heureux
Les murs de torchis aux pierres rouges pleurent pour moi
L'Amérique est le berceau de ma race
De ma race, ma race de jaguar
Ma race est d'Amérique

Toba maître comme avant du poisson des fleuves et du miel
Chasseur de la dinde sauvage, de l'once, du tatou
Toba roi de la grande vipère, du jaguar
Le Gualamba est de nouveau à moi, encore une fois
Encore une fois...

Indien toba

La biche et l'écorce du blé
La noblesse du Quebracho
Tout est à toi, même les étoiles

Indien toba

Tes caciques ont disparu
Tes frères des tribus Chiriguano
Avipones, Mocoivies
Ombre de Cotay Nohuetto :
Vieux sorciers de la montagne
N'abandonnez pas vos enfants
Ces gens simplement bons
Ces gens si pauvres

★ Auteur : Felix Luna. Compositeur : Ariel Ramirez

les Argentins quand on leur parle du retour à la démocratie : *Venceremos*. Ce n'est pas non plus une chanson originale mais qui fut célèbre durant les années soixante dans les mouvements pacifistes.

Elle date de l'époque de l'esclavage et on l'écoute aujourd'hui, clandestinement, au Chili. C'est pour cette raison que dans le clip de *Nicaragua*, on voit un extrait du tournage de cette manifestation devant plus d'un million de personnes que nous avons faite à Buenos Aires juste avant le retour à la démocratie, extrait dont les paroles de la chanson sont : « *Tout cela te le dit un frère qui a saigné avec*

cent, la façon dont on manie la langue castillane. Cela a dû également joué sentimentalement, émotionnellement.

◆ *Comment considérez-vous l'évolution des artistes latino-améri-*



Indio toba.

toi. » Et suit l'image de l'Argentine ; cela symbolise un peu le sentiment que nous avons tous, les Argentins, par rapport à ce qui se passe au Nicaragua.

Et je partage ce sentiment pour tous les pays d'Amérique latine. La plupart des gens ignorent que l'Argentine est un pays où coexistent une capitale et la province. Cette capitale apporte une personnalité, une façon de vivre, un accent, des coutumes complètement différentes de celles des gens de l'intérieur. Je viens de la province et je peux dire que le Nicaragua ressemble comme deux gouttes d'eau à la province argentine. Pas seulement du point de vue géographique mais également dans la nourriture, dans l'accent, la façon dont on manie la langue castillane. Cela a dû également joué sentimentalement, émotionnellement.

◆ *Comment considérez-vous l'évolution des artistes latino-américains, en particulier l'influence qu'ils peuvent exercer sur la vie politique et sociale ?*

Les arts, les arts populaires en Amérique latine ont toujours joué un rôle essentiel, avant et après l'arrivée des Européens. Auparavant, ils représentaient un important moyen d'expression par leurs originalité, parce que point fort des défenseurs de la culture précolombienne. C'était un art maya, aztèque, inca qui aurait dû et pu énormément apporter à la civilisation européenne.

C'est également un instrument d'expression car touchant de près le terrain sociologique, politique ; c'est une façon d'exprimer les sentiments les plus profonds mais aussi les réalités. La musique folklorique populaire est souvent une expression contestataire. A côté de cela, bien sûr, il y a des chansons d'amour. La musique a joué un très grand rôle pour tenter de rendre la société plus vivable, plus équitable.

◆ *Votre démarche correspond-elle à l'air du temps ou pensez-vous que s'ouvre une ère nouvelle entre ces artistes latino-américains et la vie sociale ?*

De nombreux artistes latino-américains ont pris position au cours de leur vie artistique. Il peut effectivement exister comme un oubli, un oubli obligé ; en Argentine, par exemple, tout le monde semblait s'étonner de mon attitude ; je ne parle pas du public mais des médias, des gens d'une façon ou d'une autre liés au métier pour qui, au vu des incertitudes quant à la fin de la dicta-

NICARAGUA

Le Nicaragua avancera, son chemin dans la gloire est tracé
Le Nicaragua avancera, son chemin dans la gloire est tracé
Car son histoire est écrite d'un sang sagement versé
Car son histoire est écrite d'un sang sagement versé

Au Nicaragua a été brisé le fer chauffé à blanc
Au Nicaragua a été brisé le fer chauffé à blanc
Avec lequel « l'aigle » avait marqué le peuple
Avec lequel « l'aigle » avait marqué le peuple

L'herbe s'est enflammée dans tout le continent
Les frontières se sont hérissées et sont devenues brûlantes
Je me souviens d'un homme qui en est mort
Mais qui voyant ce jour pareil au fantôme de la montagne
Joyeusement en a ri

Ce fantôme est : Sandino, Bolívar et le « Che »
Ce fantôme est : Sandino, Bolívar et le « Che »
Car c'est le même chemin que cheminèrent les trois
Car c'est le même chemin que cheminèrent les trois
C'est trois « cheminants » avec un sort identique
C'est trois « cheminants » avec un sort identique
Sont devenus géants, ils ont vaincu la mort
Sont devenus géants, ils ont vaincu la mort

Aujourd'hui, « l'aigle » souffre du mal le plus fort
Nicaragua lui fait mal, car l'amour lui fait mal
« Il » a mal que l'enfant aille normalement à l'école
Parce que de cette manière faite de justice et de tendresse
« Il » ne peut plus aiguïser ses serres

Le Nicaragua avancera, son chemin dans la gloire est tracé
Le Nicaragua avancera, son chemin dans la gloire est tracé
Car son histoire est écrite d'un sang sagement versé
Car son histoire est écrite d'un sang sagement versé
C'est un frère qui a saigné avec toi qui te le dit
C'est un frère qui a saigné avec toi qui te le dit
Un frère te le dit, te le dit un ami
Un frère te le dit, te le dit un ami

★ *Auteur-compositeur : Silvio Rodriguez*

Jairo, le charme, la tendresse et la joie de vivre ; mais aussi l'insurgé indien et le messager humaniste universel.



DUERMO NEGRITO

Dors, dors, négrito
Ta maman est aux champs
Négrito

Elle va te rapporter des caillles, pour toi
Elle va te rapporter des fruits savoureux, pour toi
Elle va te rapporter de la viande de porc, pour toi
Elle va te rapporter plein de choses, pour toi
Et si négrito ne s'endort pas
Le diable blanc viendra... et crac !
Pour te croquer la patte !...
Chicapumba Chicapumba Capumba Chicapumba Chicapumba
Duerme, duerme négrito
Que tu mama está en el campo
Négrito

Elle travaille
Elle travaille tout le jour
Elle travaille, oui !
Elle travaille et on ne la paye pas
Elle travaille, oui !
Elle travaille durement
Elle travaille, oui
Elle travaille pour toi
Elle travaille, oui !
Elle travaille vêtue de deuil
Elle travaille, oui !
Elle travaille et elle tousse
Elle travaille, oui !
Pour son tout petit négrito
Trabajando si !
Trabajando ouh ouh !
Trabajando si
Vêtue de deuil, oui !
Elle tousse, oui !
Durement, oui !
Tout le jour, oui !
On ne la paye pas, oui !
Pour son petit négrito, oui !
Elle travaille, oui !

★ Traditionnel



Sapho et Jairo ont enregistré ensemble et réveillé dans une nouvelle version « Duerme négrito », vieille berceuse cubaine de Atahualpa Yupanqui, poète et compositeur indien gaucho dont ils partagent la même admiration.

Plan de paix ? De façon plus large, comment voyez-vous la situation sociale en Amérique centrale aujourd'hui ?

ture, cette attitude paraissait suicidaire.

Le sentiment règne que les artistes sont incolores, inodores, ne peuvent aborder certains thèmes. Ce phénomène varie d'un pays à l'autre mais le public est à priori surpris que l'on s'adresse à lui à travers la chanson. Il écouterait *Duerme Negrito* telle une chanson d'amour peu prenante, puis soudain c'est le déclic, et les gens s'intéressent : la chanson ne décrit plus de situations imaginaires, idéalisées.

◆ *Comment analysez-vous le processus de paix en Amérique centrale après la signature du*

Les deux questions sont indissociables. L'attitude du président costaricain, O. Arias, est très courageuse car il est au cœur du problème. Mais cela peut signifier un effort inutile si les Etats-Unis continuent de ne pas envisager une véritable politique extérieure vis-à-vis de l'Amérique latine, d'utiliser systématiquement l'argument facile des rapports Est-Ouest. Il s'agit en réalité d'un problème Nord-Sud, d'un problème de distribution de la richesse.

D'un côté, les sandinistes ont cédé une partie de leur espace à l'influence politique et, de l'autre, les Etats-Unis, eux, soutiennent,

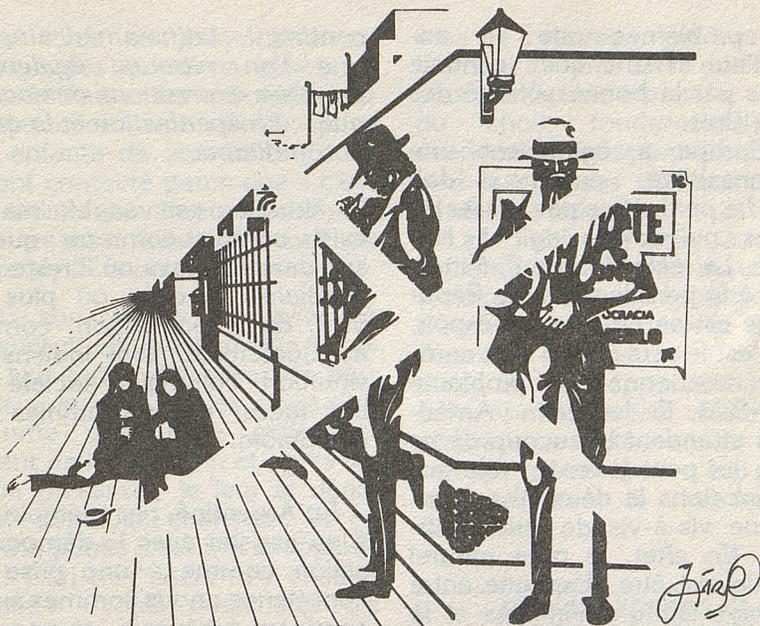


Illustration de la chanson « Gotango ».

parmi la diversité des contras, des personnages tels l'ex-commandant de la garde de Somoza, qui ne peut et n'a pas le droit de négocier. Si les Etats-Unis menaient une politique extérieure concrète en direction de l'Amérique latine et centrale, ils soutiendraient les vrais démocrates qui veulent effectivement le retour à la démocratie, au véritable pluralisme. Pour l'instant, ils s'y refusent : c'est un dialogue de sourds.

Je ne partage pas l'entière de la politique intérieure des sandinistes. Je pense qu'ils ont fait cette révolution pour ouvrir le chemin à la démocratie. Mais la question reste posée : est-ce que les Etats-Unis auraient donné leur accord si cette voie avait été entièrement ouverte ? Rien n'est moins sûr... Et toute la solution

VENCEREMOS

"Je dédie ce chant au retour à la démocratie dans mon pays, l'Argentine, et qu'il soit un chant d'espoir pour tous les pays du monde qui souffrent encore de ne pas connaître le sens du mot liberté."

En mon âme je sais
Avec foi et ferveur
Que bientôt
Nous vaincrons

Bientôt nous vaincrons
Bientôt nous vaincrons
Ensemble nous lutterons jusqu'au bout
Je veux que mon pays
Connaisse le bonheur
Dans l'amour et la liberté

C'est seulement par la justice
C'est seulement par la justice
Que nous nous rendrons maîtres
De la paix
Je veux que mon pays
Devienne heureux
Avec amour et liberté

Nous n'avons pas peur
Nous n'avons pas peur
Nous n'aurons plus jamais peur
Je veux que mon pays
Connaisse le bonheur
Avec amour et liberté

★ Traditionnel.

aux problèmes que vit aujourd'hui l'Amérique centrale passe par la bonne volonté des Etats-Unis.

L'Europe a également une responsabilité énorme, doit prendre parti, et ne pas laisser les autres puissances agir à leur guise. La réélection de F. Mitterrand à la présidence de la République est en ce sens un espoir, car c'est le seul chef d'Etat européen mentionnant le problème Nord-Sud. Et les Latino-Américains attendent beaucoup de ce pays qui peut jouer un rôle important dans la démarche européenne vis-à-vis de leur continent. En effet, le pont naturel que devrait être l'Espagne entre les pays latino-américains et la CEE n'est pas aussi solide qu'on le pense. Il reste encore de nombreuses zones d'ombre entre les deux continents et le seul pays jouissant d'une certaine crédibilité est la France.

◆ *Il est un thème, un enjeu qui revient souvent à propos du*

continent latino-américain, et que l'on retrouve également dans ses expressions démocratiques : l'hispanisation et la question indienne...

La situation est variable mais il existe un point commun : que ce soit dans les pays où il reste peu d'Indiens ou ceux où plus de 50 % de la population, comme au Guatemala, sont Indiens, la situation culturelle, sociale de ces races, de ces ethnies est déplorable.

En Argentine, par exemple, on a pu assister avec la démocratisation comme à une prise de conscience : nous sommes sur le continent américain, et non européen comme tant d'Argentins tentent de s'en persuader. Je m'y trouvais il y a quelques mois en compagnie de deux chefs de tribus tobas (qui représentent 60 à 70 % des quelques Indiens restants), de plus de quatre-vingts ans chacun, venus à Buenos



Aires avec un jeune sénateur chargé des questions indiennes afin de demander une aide à la construction d'une « école » pour les enfants de leur tribu. Et ils m'ont contacté parce que « c'est un artiste qui chante une chanson en toba, il est célèbre, il est un ami, il va nous aider ».

Ils sont venus au spectacle auquel je les avais invités vêtus de leur tenue d'apparat de plumés : le public les regardait comme des bêtes curieuses. Avant de l'interpréter et après les avoir présentés, je leur ai dédié cette fameuse chanson ; et ce même public s'est mis à applaudir ! L'un des chefs m'a ensuite confié : « Vous, vous êtes un Toba, car quand vous avez chanté en toba, et j'ai vu tous mes enfants autour de vous. » J'ai revu plus tard ces deux vieillards qui étaient revenus une nouvelle fois à Buenos Aires : ils n'avaient rien n'obtenu. C'est épouvantable. Imaginez-vous que dans les pays où les populations indiennes sont importantes, les gouvernements agissent de même...

En réalité, les Indiens n'ont jamais eu le pouvoir de décision, ils ont toujours subi le joug des Européens, des descendants des Européens. Génocides et ethnocides ont été et sont encore monnaie courante en Amérique latine...

◆ *Ne pourra-t-on jamais réconcilier les deux civilisations ?*

L'une d'elles est complètement écrasée et a beaucoup perdu de ses possibilités de développement, ses cultures ont été stoppées... Aujourd'hui, la réalité est ce qu'elle est ; pourquoi n'y a-t-il pas intégration dans une vie commune : connaître deux for-

mes de cultures, c'est être doublement riche. C'est la position la plus intelligente à prendre au lieu du choix fondamentalement économique et oppressif qu'opèrent les classes dominantes en Amérique latine.

La misère ne provoque pas seulement la famine, mais aussi l'analphabétisme, l'acculturation. Il ne s'agit plus, dans le dernier des cas, de permettre aux Indiens de développer leur propre culture, mais de leur offrir la possibilité de développer une culture, même si ce n'est pas la leur, tellement la situation est désespérée...

MES DIX FRÈRES ET MOI (FAMILLE ET TRADITION)

C'est peu de dire que la vie c'est facile, crois-moi les coups sournois, on les connaît, ça va !
J'en ai fini de dire que la vie c'est facile répétons celui qui a bu, boira !

Mes dix frères et moi on s'contente de c'qu'on a la main sur le cœur, le père, la mère, les sœurs on s'cass'pas le cou car tout ça c'est à nous la maison de bois et la p'tit'plantation

Mes dix frères et moi, pour l'amour c'est pas ça on a dans les doigts une petit'plantation mais tous les matins on prend des décisions on est à la fois famille et tradition

On va faire la loi sur le boulevard des riches un grain de café dans la main pour fétiche très intimidés par nos faces de noyés on tape — ça va pas — malheur qui critiqu'ra

Mes dix frères et moi des autres on s'en balance personne ne dit rien, la vie c'est comme la chance et même s'ils pensent un peu dans notre dos les gens biens ça pense toujours plus bas que haut !

Mes dix frères et moi dans la p'tit'plantation on fait des p'tits tas, on partage ce qu'on a on boit comm'des trous tout en comptant nos sous Famille - tradition, famille et tradition !

Mes dix frères et moi, un jour on fra fortune dans l'café, l'tabac, ou quelqu'chose comm'ça mes dix frères et moi, vous pouvez vous moquer on a de l'ambition, famille et tradition

la gua la guala...
la gua la guala... voilà !

★ Titre original : El Cafetal. Auteur-compositeur : Le-cuona. Adaptation française : Jean Guidoni.

LIBERTÉ

Sur mes cahiers d'écolier
Sur mon pupitre et les arbres
Sur le sable sur la neige
J'écris ton nom

Sur toutes les pages lues
Sur toutes les pages blanches
Pierre sang papier ou cendre
J'écris ton nom

Sur les images dorées
Sur les armes des guerriers
Sur la couronne des rois
J'écris ton nom

Sur la jungle et le désert
Sur les nids sur les genêts
Sur l'écho de mon enfance
J'écris ton nom

Sur les merveilles des nuits
Sur le pain blanc des journées
Sur les saisons fiancées
J'écris ton nom

Sur tous mes chiffons d'azur
Sur l'étang soleil moisi
Sur le lac lune vivante
J'écris ton nom

Sur les champs sur l'horizon
Sur les ailes des oiseaux
Et sur le moulin des ombres
J'écris ton nom

Sur chaque bouffée d'aurore
Sur la mer sur les bateaux
Sur la montagne démente
J'écris ton nom

Sur la lampe qui s'allume
Sur la lampe qui s'éteint
Sur mes maisons réunies
J'écris ton nom

Sur le fruit coupé en deux
Du miroir et de ma chambre
Sur mon lit coquille vide
J'écris ton nom

Sur mon chien gourmand et tendre
Sur ses oreilles dressées
Sur sa patte maladroite
J'écris ton nom

Sur toute chair accordée
Sur le front de mes amis
Sur chaque main qui se tend
J'écris ton nom

Sur la vitre des surprises
Sur les lèvres attentives
Bien au-dessus du silence
J'écris ton nom

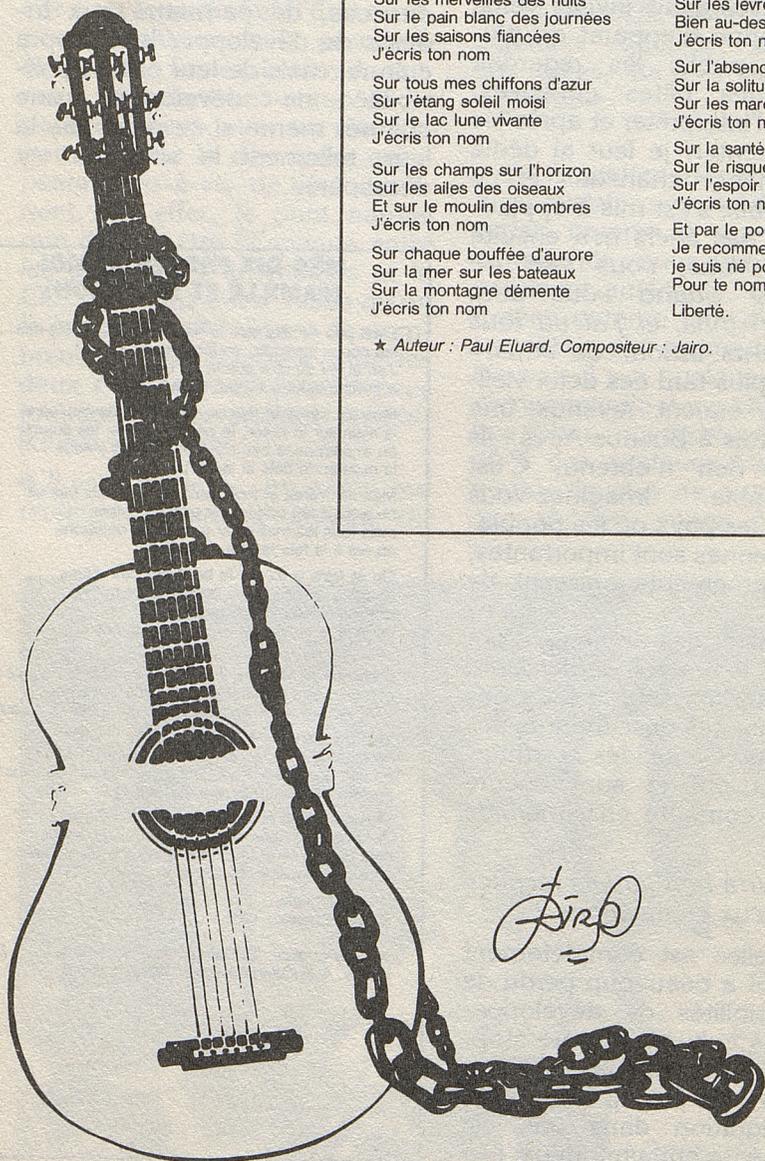
Sur l'absence sans désirs
Sur la solitude nue
Sur les marches de la mort
J'écris ton nom

Sur la santé revenue
Sur le risque disparu
Sur l'espoir sans souvenirs
J'écris ton nom

Et par le pouvoir d'un mot
Je recommence ma vie
Je suis né pour te connaître
Pour te nommer

Liberté.

★ Auteur : Paul Eluard. Compositeur : Jairo.



Jairo

Une machination diabolique

Julio CORTAZAR

« (...) Chaque fois que, à travers des témoignages ou des documents, nous prenons contact avec la question des disparus en Argentine ou dans les autres pays latino-américains, le sentiment qui se manifeste quasi immédiatement est celui du diabolique. Nous vivons une époque où faire référence au diable paraît toujours plus ingénu et plus fou ; cependant, on ne peut affronter la réalité de ces disparitions sans ressentir une présence infrahumaine, une force qui proviendrait des profondeurs, de ces abîmes où l'imagination finit inévitablement par situer ceux qui ont disparu. Si les choses semblent relativement explicables à la surface — les objectifs, les méthodes et les conséquences des disparitions —, un arrière-goût persiste, irréductible à toute raison, à toute justification humaine : c'est alors que le sentiment du diabolique fait son chemin comme si nous retournions pour un instant au vécu médiéval du bien et du mal, comme si, bravant toutes nos défenses intellectuelles, le démoniaque était une fois de plus présent, s'adressant à nous : "Tu vois, j'existe : tu en as là la preuve."

« Mais le diabolique, malheureusement, est ici humain, démesurément humain : ceux qui ont orchestré une technique pour l'appliquer à plus que quelques cas isolés et la convertir en une pratique dont la systématisation nous est donnée par les chiffres déjà connus de tous — trente mille disparus rien qu'en Argentine —, ceux-là savent parfaitement que ce procédé présente pour eux un double avantage : éliminer un adversaire réel ou potentiel (sans parler de ceux qui ne le sont pas mais tombent dans le piège par les jeux du hasard, de la brutalité ou du sadisme) et, en même temps, greffer, par la plus monstrueuse des chirurgies, la double présence de la peur et de l'espoir chez les personnes touchées par la disparition d'êtres chers. D'un côté est supprimé un antagoniste virtuel ou réel, de l'autre sont créées les conditions pour que les parents et les amis des victimes soient souvent contraints de garder le silence comme unique possibilité de sauver la vie de ceux que leur cœur nie à admettre comme morts. Si toute mort humaine entraîne une absence irrévocable, que dire de cette absence qui persiste telle une présence abstraite, comme l'obstinée négation de l'absence finale ? Ce cercle manquait à l'enfer dantesque, et les soi-disant gouvernants de mon pays, entre autres, se sont chargés ces derniers temps de le créer et de le peupler. »

■ Tiré de Argentina : Años de Alambradas culturales, Muchnik Editores SA, Barcelone, 1984.

DROITS DE L'HOMME **DANS LES CAMPAGNES**

L'armée face aux populations indiennes

La Commission des droits de l'homme du Guatemala (CDHG) est affiliée à la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH). La Ligue française des droits de l'homme, présidée par Yves Jouffa, représente la France dans la fédération. Le CDHG est également membre de la Commission des droits de l'homme en Amérique centrale (CODEHUCA) regroupant les six commissions de la région.

ACTUALITE

CDHG
(Commission des droits de l'homme du Guatemala)

D'après les dénonciations de diverses organisations indiennes et de la population, l'armée continue d'exercer des pressions afin que ces secteurs s'intègrent aux structures paramilitaires regroupées sous le nom de Patrouilles d'autodéfense civile (PAC). Si la Constitution stipule l'obligation pour tous les citoyens à effectuer leur service militaire, cette norme constitutionnelle est cependant appliquée de façon parfaitement arbitraire au Guatemala. Dans la pratique, la population la plus démunie, majoritairement paysanne et indienne, subit cette obligation alors que les autres couches en sont exemptées. De plus, le rôle répressif que l'armée a assumé durant ces dernières décennies, commettant des exactions contre la

population, suscite l'opposition des jeunes et des parents au service militaire.

Par ailleurs, quelque neuf mille paysans de Sacualpa (Quiché) ont récemment dénoncé l'obligation par l'armée d'accomplir des rondes de surveillance chaque vingt-quatre heures. Ils informent également qu'il leur est interdit de sortir de leurs communautés sans l'autorisation écrite du chef de patrouille ; ce qui signifie la violation de l'article 34 de la Constitution de la République qui stipule : « *Personne n'a l'obligation de faire partie ou de d'associer aux groupes ou associations d'autodéfense.* » En réalité, les paysans subissent des chantages, tel que l'arrêt de l'aide en fertilisants, qui se transforme parfois en menaces, persécution

tions et assassinats s'ils persistent dans leur refus.

La population paysanne et indienne de certaines régions doit exécuter des « travaux forcés » sans toucher le moindre salaire, si ce n'est dans certains cas des aliments. Des informations recueillies par la CDHG à l'intérieur du pays indiquent que l'armée a dernièrement donné l'ordre aux magasins d'alimentation de contrôler toute personne achetant des quantités plus importantes que celles qu'une famille consomme ordinairement. Cela afin d'éviter que la population pourvoie en aliments l'opposition armée, ce qui affecte directement les droits de la population, la maintenant sous la terreur et dans l'insécurité. La situation de la population indienne paysanne dans les zones de conflits se dégrade et pourrait s'aggraver dans les mois à venir, la présence militaire dans les campagnes s'étant accrue, militarisant toujours davantage la vie civile.

Le gouvernement civil ne répond à cette situation que par l'indifférence et sa soumission aux décisions de l'armée. De plus, sans pouvoir nier les faits, il les justifie et les défend. S'il détenait un pouvoir très limité face aux autres forces politiques et économiques, ce pouvoir se trouve aujourd'hui quasi anéanti, car le régime a perdu toute crédibilité et légitimité vis-à-vis de la population.

Devant cet état de choses, la CDHG pense que si les Nations unies veulent soutenir effectivement et favorablement la situation des droits de l'homme au Guatemala, il serait inconvenable qu'elles suivent la ligne d'action qu'elles ont menée ces deux dernières années. Il est nécessaire de considérer la situation guatémaltèque telle qu'elle le mérite et que l'on condamne les événements qui s'y déroulent quotidiennement.

Voici les raisons pour lesquelles nous pensons que cela est nécessaire.

Premièrement : vue la situation, le gouvernement n'a plus les moyens de modifier le cours des événements. Il a perdu l'appui de la majorité de la population, il entre dans un processus accéléré d'isolement interne, son pouvoir diminue de jour en jour, il est assujéti à la volonté de l'armée et n'a plus aucune volonté politique de mettre en œuvre un projet alternatif (ses faits et gestes quant à la gestion gouvernementale le confirment).

Deuxièmement : soutenir un gouvernement affaibli, sans aucun prestige et sans pouvoir, signifie appuyer, pour le cas du Guatemala, le projet de l'armée guatémaltèque. Avec ou sans gouvernement civil, les choses poursuivront le même chemin.

Troisièmement : le rôle assumé par le gouvernement civil est d'amoindrir les conséquences internationales désastreuses que susciterait sa politique répressive. Ainsi l'armée peut-elle tranquillement mettre sur pied son plan contre-insurrectionnel et répressif tandis que V. Cerezo se charge de l'opinion publique internationale.

Quatrièmement : la récente tentative de coup d'Etat, même si elle n'a pas formellement abouti, a atteint certains de ses objectifs, comme celui de conditionner politiquement V. Cerezo, ou encore de contrôler militairement la politique de l'Etat, afin d'exécuter plus facilement ses plans répressifs. Ce qui démontre clairement que le processus de démocratisation que le gouvernement prétendait initier tend à se détériorer et régresser.

L'Organisation des Nations unies est donc responsable. Nous espérons que le critère favorable par lequel elle se caractérise, garanti par les pays démocratiques du monde, lui fasse reconsidérer le cas du Guatemala comme sa gravité l'exige.

BUSH ET DUKAKIS

A la recherche d'une solution politique en Amérique centrale

Dans le « jardin derrière la maison » (plus exact que « cour arrière », car, en fait, c'est un jardin et non une cour), les enfants jouaient, se battaient mais rentraient à l'heure pour le déjeuner et, excepté l'enfant perdu qui s'était enfui, obéissaient convenablement à Grand Frère ou Papa. Mais Papa a été sans doute trop sévère et voilà qu'il y a une petite rébellion dans l'air —ils ont mal répondu et ont voulu jouer les grands. Que va-t-il se passer ?

ELECTIONS AUX USA

Dans les années quarante, le journaliste d'origine canadienne William Krehm était correspondant du *Time*-magazine pour l'Amérique centrale mais, très vite désavoué, il perdit son poste. Ses articles furent édités en espagnol au Mexique, et ce n'est qu'en 1984 que le manuscrit original en anglais a été publié aux Etats-Unis¹. Krehm, en fait, fut spectateur privilégié d'une période-clé : La « politique de bon voisinage » (*good neighbor policy*) inaugurée par Roosevelt, en opposition à celle de la « canonnière » (*gunboat diplomacy*). Une façade, remarque-t-il, puisqu'il y eut Somoza et les dictatures installées ou renforcées de Hernandez Martinez (Salvador), Jorge Ubico (Guatemala), Carias Andino (Honduras), Batista (Cuba) et Trujillo

(Dominique). Dans son épilogue, rédigé en 1948, il écrit que ceux qui pensent que la démocratie ne peut prospérer en Amérique latine ont tort, car : « *La défaite de la démocratie dans plusieurs pays d'Amérique latine est due en grande partie à un grave défaut du système démocratique des Etats-Unis eux-mêmes. L'administration de Washington est tête en l'air, l'électorat des Etats-Unis ne s'intéresse pas à tout cela et est, de fait, trop peu informé pour exercer le moindre contrôle.* »

1948-1988... La situation a-t-elle tellement changé ? La réponse est non. Et cela demande quelques brèves explications. En effet, autant qu'on écrive (ou filme) sur les Etats-Unis, il y a quelques traits qui

ELECTIONS AUX USA

passent inaperçus car le mythe est le plus fort.

D'une part, cette condition, disons, de naïveté où se trouve la majorité de la population. 40 à 50 % de votants !

Pourquoi ? Parce que, seule, une élite est en état de comprendre les problèmes mondiaux ; ceci étant dû à l'insuffisance d'études secondaires (et même du premier cycle du supérieur) où les sciences humaines — histoire, géographie, etc. — ne sont qu'effleurées et la formation de l'esprit critique oubliée parce que, comme le dit Krehm, il n'y a pas vraiment démocratie : pouvoir du peuple (mais.. dans quel pays existe-t-il, ceci est une autre question) dans ce pays parfois ivre de liberté et s'en servant.

UN NOYAU DUR DANS LA TETE

En 1981, Ronald Reagan devient président et « *L'Amérique redevient grande*². » Les Etats-Unis vont « *à la reconquête de leur troisième frontière*³. » Dès juillet 1981, le président entame une initiative pour le bassin des Caraïbes car il est préoccupé par la crainte de la contagion révolutionnaire de Cuba, du Nicaragua... et de la Grenade.

Le 24 février 1982, Mr Reagan expliquait ainsi l'importance désormais accordée par Washington à la zone Amérique centrale : « *La région est une artère commerciale et stratégique pour les Etats-Unis.* » Et argument inlassablement répété depuis lors : « *Le Salvador est plus près du Texas que le Texas du Massachusetts.* » Washington définit une stratégie, la promotion des « quatre D » : Démocratie, Dialogue, Développement et Défense. « *L'aide militaire ne représente que 20 % du total des ressources allouées* [votées par le

Congrès après dix-huit mois d'atermoiements] », déclare l'ambassadeur Ryan (coordination de l'initiative) à Paris, le 17 septembre 1983⁴.

Début octobre 1983 a lieu la tournée en Amérique centrale de Henry Kissinger qui déclare : « *Les témoignages recueillis sur la menace militaire ont été si impressionnants qu'il y a maintenant comme un consensus pour que les Etats-Unis prennent des mesures contre les sandinistes.* » Mais les deux parlementaires du parti démocrate « *sont très réticents*⁵ ».

Pendant des années, les mêmes idées seront répétées par le président, porte-parole d'une droite américaine aux idées très courtes mais solides. Généralement, la Chambre des représentants à majorité démocrate vote contre l'aide aux contras mais consent assez souvent l'assistance militaire aux pays amis. « *L'année passée, le Salvador, le Honduras, le Guatemala et le Costa Rica ont reçu un total de 297 millions d'aide militaire et, cette année, le président a l'intention de demander 150 millions de dollars de plus pour le Salvador*⁶. »

DES OPPOSITIONS A REAGAN

L'opposition des « libéraux⁷ », se fait plus dure à mesure que les années passent. Les associations qui travaillent pour les droits de l'homme ont dénoncé le maire noir d'Atlanta, Andrew Young. « *Le pays qui détient le plus mauvais record des droits de l'homme dans cet hémisphère a passé un accord avec un ancien champion des droits de l'homme, le maire d'Atlanta. Andrew Young a offert de former la Police nationale du Guatemala à l'Académie de police de la ville (...). Nous nous opposons à cela* », dit Jean Marie Simon, de l'association America's Watch⁸.

Nombre de réseaux se sont étendus. Ce peut être des organisations des églises « libérales⁷ » s'opposant aux fondamentalistes de la Majorité morale, des quakers, unitariens, presbytériens... comme Witness for peace (Témoigner pour la paix) ou les militants du mouvement Sanctuaire⁹, ou Nicaragua Network (Réseau Nicaragua), groupe de deux cent cinquante comités locaux, ou Pax Americas ou Coalition for a New Foreign Policy (Pour une politique étrangère nouvelle) à Washington.

« Le comité Neighbor to neighbor¹⁰ à San Francisco a financé des publicités anticontras à la télévision dans sept Etats en février et mars 1987 pour faire pression sur des sénateurs encore hésitants (...). On a pu se rendre compte en regardant la télévision que les promoteurs de la politique centro-américaine de Reagan étaient un gang d'escrocs et de voyous. Sept sur dix personnes s'opposent à la continuation de l'aide aux contras. Si les "Combattants de la liberté" du président veulent des souliers neufs cet automne, ils feraient mieux d'organiser une vente de charité, non¹¹ ? » Le mensuel explique son programme : 750 000 dollars en publicité et télévision dans vingt circonscriptions où des membres du Congrès sont susceptibles de changer leur vote, et enfin du lobbying à Washington.

Des groupes vont en soutien au Nicaragua — techniciens, médecins, enseignants, etc — et de nombreux *senior citizens* (troisième âge) font des sit-ins les conduisant en prison pour quelques jours.

Mais il ne faut pas oublier la faible influence de la « gauche » sur l'homme de la rue aux Etats-Unis ; elle a été marginalisée après 1968 et après sa victoire sur la guerre du Vietnam. La tactique de Bush, ces dernières semaines, a été de donner

de Dukakis l'image de « l'intellectuel californien » — qui sous-entend Berkeley et ses désordres estudiantins (fumeurs de chanvre aux longs cheveux, dénués de patriotisme) — donc prêt à la faiblesse en politique extérieure.

L'INITIATIVE DU PRESIDENT DEMOCRATE DE LA CHAMBRE, J. WRIGHT

Mais dans les premiers mois de 1987, la préoccupation restait la bataille autour des contras et la controverse sur la politique en Amérique centrale. L'enlèvement du Groupe de Contadora dans les difficultés satisfaisait la Maison-Blanche.

Le président de la Chambre, délégué du Texas, s'intéressait depuis longtemps à l'Amérique centrale. Mr Wright explique qu'il importunait la Maison-Blanche depuis janvier 1987 pour que débutent des négociations de paix avec le Nicaragua. *« L'étincelle qui a allumé le feu, dit-il, fut une visite d'un concitoyen du Texas, un ami bien qu'adversaire républicain, qui venait parler de l'aide aux contras, mais aussi de quelque chose de sacrément plus important. (...) Là dessus, Mr Leffler me dit que Mr Reagan était prêt à entreprendre une initiative de paix en Amérique centrale. (...) Je savais qu'il devait y avoir une rencontre des présidents les 6 et 7 août. J'avais déjà sondé plusieurs d'entre eux et j'avais eu l'impression qu'elle ne donnerait aucun résultat, resterait dans l'expectative de ce que feraient les Etats-Unis. Mais j'ai dit "Tommy, je te préviens, mon vieux, que si le président a l'idée que la motion soit rejetée et qu'elle serve de justification pour demander plus*

*d'argent pour la guerre, je n'en suis pas*¹². »

Wright rencontre Shultz, Carlucci et le président, puis l'ambassadeur du Nicaragua, Carlos Tunnermann, qui affirme que son pays répondrait favorablement à un effort de paix ; puis persuade ses collègues démocrates qui craignaient de « se faire avoir » par Mr Reagan. Ensuite, l'ambassadeur du Costa Rica aux Etats-Unis téléphone à Wright, lui disant que les présidents utiliseraient sans doute le plan Reagan-Wright comme composante de celui du président Arias. « *Mr Wright dit qu'il avait immédiatement accédé à cette demande (...) car un plan qui ne viendrait que des Etats-Unis aurait peu de chances de succès chez les Centro-Américains qui craignent que*

les Etats-Unis se mêlent de leurs affaires. »

« LA GIFLE »

*« Mais par un acte d'indépendance historique, sans précédent dans les relations entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale, les cinq présidents ont trahi la confiance de "Big Daddy" en abandonnant le plan Reagan (...). Après des années passées à discourir sur la région centro-américaine qui doit se prendre en main, Reagan pouvait difficilement dénoncer un accord signé par les cinq présidents. Si ceux-ci ne voyaient pas de menace militaire venant du Nicaragua, la prétention de Reagan du danger d'agression venant du sud perdait tout crédibilité*¹³. »

TABLEAU COMPARATIF

Accords Esquipulas II

Tous les pays doivent offrir amnistie aux rebelles
Tous les pays doivent avoir dialogue avec groupes opposition non armés
Tous les pays doivent cesser état d'urgence
Tous les pays doivent organiser élections libres
1988, élections Parlement centro-américain
Tous les pays doivent cesser aider rebelles et les exclure du territoire
Négociations sur sécurité impliqueront pays Amérique centrale, cadre Contadora
Accord par Latino-Américains

Ce récit détaillé des journées d'août 1987, vu du côté des Etats-Unis, explique les événements ultérieurs.

UNE ANNÉE CONTRADICTOIRE

L'apparente incohérence des événements depuis un an est donc due à la contradiction fondamentale des

Plan Reagan

Le Nicaragua doit offrir amnistie aux contras
Le Nicaragua doit négocier avec contras n'acceptant pas l'amnistie
Le Nicaragua doit cesser état d'urgence
Le Nicaragua doit organiser nouvelles élections avant que le terme du président n'expire

Les Etats-Unis cesseront aide aux contras si Nicaragua n'est plus aidé par pays communistes
Négociations comprendront les Etats-Unis

Etats-Unis vérifieront unilatéralement la conformité

deux mouvements qui courent en sens inverse. La visite du président Arias à la Chambre à Washington racontée par le *Time*-magazine montre bien la contradiction : « *Quand le président du Costa Rica arriva, la foule (membres du Congrès avec épouses et enfants) se leva et les "Bravo, bravo !" résonnèrent dans toute la salle.* » Mais « *la Maison-Blanche faisait circuler un message tout différent : qu'on ne pouvait faire*

Le « duc » sur le Guatemala

« Le Roosevelt Center, un centre d'études politiques de "gauche", et le centre Citoyens pour la participation à l'action politique (CPPAX), de Boston, ont demandé leurs opinions aux candidats sur des problèmes de politique extérieure. Une question traitait de la politique des Etats-Unis envers le Guatemala.

« "Doit-on mettre comme condition à l'assistance militaire au Guatemala qu'il y ait arrêt de la violence politique des militaires et qu'il y ait inculpation des anciens coupables de violation des droits de l'homme ?", a demandé le Centre Roosevelt.

« Dukakis a répondu : "La quantité et la nature de l'aide au Guatemala doivent suivre la façon dont ce pays continue à faire des progrès envers le respect des droits de l'homme, y compris un système judiciaire viable et un contrôle civil renforcé sur les militaires. Dans tous les cas, la plus grande partie de notre aide doit être dirigée vers le développement économique et vers la satisfaction des besoins fondamentaux des indigents du Guatemala."

« Avec une question un peu plus pointue, CPPAX demanda : "Soutenez-vous la reprise de l'interdiction de toute aide militaire et policière des Etats-Unis au Guatemala tant qu'il n'y aura pas un contrôle civil total sur toutes les forces de sécurité et sur le système judiciaire, la fin de l'internement des citoyens dans les villages modèles et un respect complet des décisions des accords de paix en ce qui concerne la démocratisation et le pluralisme démocratique ?" Dukakis a répondu de la même façon et a ajouté : "Je ne fournirai aucune aide au programme des villages modèles, et je ne soutiendrai pas une aide des Etats-Unis à la police du Guatemala."

« "Peu de différences avec la politique de Reagan, remarque Bob Stix, l'auteur de ce reportage : le programme du Parti démocrate autorise l'aide si les pays font des progrès dans la voie démocratique." Tant que le Parti démocrate ne commence pas à décrire avec exactitude la réalité du Guatemala et de l'Amérique centrale, il continuera à promouvoir des politiques vouées à l'échec. »

■ *Extrait de Guatemala, Nisgua, juillet-août 1988.*

confiance au gouvernement gauchiste du Nicaragua, (...) et qu'il fallait la pression des contras pour forcer les sandinistes à se réformer. »

★ Pendant toute l'année, on verra le Nicaragua s'évertuer à respecter les accords de paix : 15 et 16 janvier, réunion des cinq présidents au Costa Rica ; annonce de la levée de l'état d'urgence par Daniel Ortéga ; en mars, rencontre de Sapoa ; dernière rencontre avec la contra en juin. Depuis lors, les dissensions dans la

contra se sont multipliées malgré les efforts de Reagan. C'est pour celui-ci une défaite certaine¹⁴. « *L'affaire des contras et le scandale qui s'y mêle reste le problème le plus invalidant de sa présidence. Comme dans une tragédie, les erreurs de jugement passées du président revenaient le hanter. (...) Mais le président est resté aussi têtu et intraitable alors que sa politique à propos des contras était près de la faillite. (...) A la différence des protagonistes d'une tragédie, ses défaites ne lui avaient rien appris*¹⁵. »

★ Quelques faibles efforts au Salvador (retour de dirigeants de la rébellion).

★ Un frein mis aux légères velléités d'avancées du gouvernement guatémaltèque par la tentative de « coup d'Etat » du 11 mai.

★ Le prix Nobel justifiant d'avance toutes les actions du président du Costa Rica, malgré la présence de contras dans le pays, la passivité du gouvernement du Honduras face aux divers remous provoqués par la présence de troupes des Etats-Unis et des contras¹⁴...

CAMPAGNE ÉLECTORALE AU RAS DES PAQUERETTES

La campagne électorale prend quelque essor en avril 1988 quand Jesse Jackson gagne plusieurs primaires face à Dukakis. « *La politique étrangère reste l'arène où le programme d'extrême gauche de Jackson entre en collision avec les normes politiques habituelles. Il parle de l'Afrique du sud comme d'une menace plus grande que l'Union soviétique. En Amérique centrale, Jackson irait au-delà de couper les fonds aux contras, il arrêterait l'aide militaire aux gouvernements harcelés par la guérilla du Salvador et du Guatemala parce qu'ils font la guerre... à leur propre peuple*¹⁵. »

C'est un langage, en effet, qui ne peut être employé aux Etats-Unis pour toucher l'électeur moyen qui, dans sa majorité, comme nous le disions précédemment, ignore où se trouve le Salvador ou le Guatemala, ou plutôt s'il s'agit de joueurs de soccer ou de chanteurs latinos. Pourtant, Jackson a obtenu beaucoup de voix blanches mais parmi les intellectuels. C'est donc Bentsen que Dukakis a choisi, un pari qui peut être dangereux et lui faire perdre des voix

parmi les Noirs et les progressistes, mais le faire avancer à droite, c'est-à-dire dans le Sud¹⁶.

Les positions de Bentsen sont opposées à celles de Dukakis – Nord et Sud...

Dukakis

Contre l'aide à la contra
Contre la peine de mort
Contre la prière à l'école
Pour la réglementation
des ventes d'armes
etc...

Bentsen

pour
pour
pour
contre

La campagne se déroule maintenant selon le modèle habituel : chacun des candidats fait le clown devant les caméras, embrasse sa femme et ses enfants et se contente des généralités les plus générales.

« *La politique étrangère de Bush est prudente et routinière. Depuis qu'il a commencé à donner quelques détails sur ses propres plans dans le domaine de la diplomatie et de la défense, Bush ne fait pas que glisser une petite distance entre Reagan et lui, il émerge comme un paragon de ce que depuis plus d'une décennie on pensait être une espèce disparue, sinon en voie d'extinction, dans le Grand Vieux Parti : un républicain modéré... Bush, ancien directeur de la CIA, soutient la politique de Reagan de stratégies secrètes et d'aide militaire aux rebelles anticommunistes, mais tandis que Reagan ennoblissait – avec romantisme – la tactique en appelant les acteurs "Combattants de la liberté", son plus prosaïque vice-président parle d'entretenir "un conflit de basse intensité"*¹⁷. »

En fait, aucun des candidats n'a été persuasif sur l'Amérique centrale. « *Mr Bush se contente de parler de taper sur le Nicaragua... Mr Dukakis sous-estime le rôle de la force pour amener les sandinistes à discuter et veut maintenant priver les rebelles nicaraguayens même d'aide économique*¹⁸. » -

Mais on ne saurait prédire à deux mois des élections ; « *On ne pense pas que Washington ait une politique claire avant les élections de novembre*¹⁹. » On peut penser, cependant, que : « *Le prochain occupant de la Maison-Blanche subira des pressions accrues pour qu'une victoire militaire ne soit plus le but principal des Etats-Unis. Le Congrès décidera des mesures sévères pour encourager des négociations*²⁰. »

On peut conclure avec une opinion centro-américaine qui insiste sur des changements possibles : « *Dukakis et Bush devront apprendre à vivre avec une nouvelle réalité*²¹. » En effet, le déclin de la révolution reaganienne et les changements de la politique soviétique peuvent orienter une politique différente.

1. *Democracies and Tyrannies of the Caribbean ; A long-suppressed history of the US role in Latin America* (Democraties et Tyrannies des Caraïbes, une histoire longtemps tenue secrète du rôle des Etats-Unis en Amérique latine), William Krehm, Laurence Hill & Company, Westport, Connecticut.

2. « *America goes tall.* »
3. *Le Monde*, 21 septembre 1983, p. 8.
4. *Ibid.*
5. *Time-magazine*, 24 octobre 1983.
6. *Ibid.*, 11 février 1985.
7. « *De gauche* ».
8. *In these Times* (mensuel « socialiste »), 7 octobre 1987.
9. Voir *Solidarité Guatemala*, n°32-33, p. 47, et n° 34, p. 46.
10. Voisin à voisin, c'est-à-dire de quartier.
11. *Mother Jones* (mensuel de gauche libertaire), août-septembre 1987.
12. *New York Times*, 11 août 1987.
13. *In these Times*, 2 septembre 1987.
14. Voir *Solidarité Guatemala*, n° 38 et 39-40, et le suivi d'Esquipulas dans son supplément mensuel *la Lettre à l'adhérent* n° 15 à 25 (septembre 1987 à septembre 1988).
15. *Time-magazine*, « L'embrouillamini de la contra », 28 mars 1988 ; et *Time-magazine*, 11 avril 1988.
16. Au Sud, le Parti démocrate garde le souvenir du passé : l'opposition à Lincoln (Parti républicain anti-esclavagiste) avant le changement avec Roosevelt.
17. *Time-magazine*, 15 août 1988.
18. *The New York Times*, 29 août 1988.
19. *The New York Times*, 20, 21 août 1988.
20. *Los Angeles Time*, août 1988.
21. *Inforpress Centro Americana*, 16 juin 1988.

ABONNEZ-VOUS A

solidarité
guatemala

NOM PRENOM
 ADRESSE

 CODE POSTAL LOCALITE

désire recevoir durant un an
 la revue « Solidarité Guatemala »

- Abonnement annuel : 70 francs
- Abonnement de soutien : 100 francs

Retournez ce bulletin à :
 Collectif Guatemala, 67, rue du Théâtre, 75015 Paris.

CONSEIL DE REDACTION

Maurice BARTH
Victor de la FUENTE
Jesus GARCIA-RUIZ
Michaël LOWY
Jose MEJIA
Rigoberta MENCHU
Raoul MOLINA
Roger ROUQUETTE
Philippe TEXIER

COMITE DE REDACTION

Lysiane JAMAIN
Diego RODRIGUEZ
Paulette BOINOT
Philippe MORVAN
Charlotte DABADIE
Hugues CAYZAC
Laurette FARGES
Benjamin THOMAS
Laure VANEL

Réalisation

Hugues CAYZAC
Laure VANEL

Directeur de publication

Hugues CAYZAC

Commission paritaire :
65 146

**SOLIDARITE
GUATEMALA**
est éditée par le
**COLLECTIF
GUATEMALA**
– Association loi 1901 –
67, rue du Théâtre
75015 Paris
Tél : 45 79 67 57
(le jeudi à partir de 19 h)

Impression :
Rotographie Montreuil

Diffusion :
Chiron Diffusion
40, rue de Seine
75006 Paris

Abonnement annuel : 70 F
Abonnement de soutien :
100 F

Tout article de
Solidarité Guatemala peut être
cité, reproduit tout en
indiquant, en geste solidaire,
sa source. Merci.

n° 41. automne 1988.

Fresque : Diego Rivera, « la Civilisation zapotèque ».
Conception et réalisation de la couverture : H. C.